

**RETURN BIDS TO:**  
**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**  
Bid Receiving - PWGSC / Réception des  
soumissions - TPSGC  
11 Laurier St. / 11, rue Laurier  
Place du Portage , Phase III  
Core 0A1 / Noyau 0A1  
Gatineau, Québec K1A 0S5  
Bid Fax: (819) 997-9776

**LETTER OF INTEREST**  
**LETTRE D'INTÉRÊT**

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address  
Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution  
Land Projects and Communication System Support  
Division/Div des projets terrestres et support de systèmes  
de communication  
11 Laurier St. / 11, rue Laurier  
8C2, Place du Portage, Phase III  
Gatineau  
Québec  
K1A 0S5

Title - Sujet ISSP - PEIS		
Solicitation No. - N° de l'invitation W8476-120005/A		Date 2013-03-14
Client Reference No. - N° de référence du client W8476-120005		GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$\$\$RA-004-23638
File No. - N° de dossier 004ra.W8476-120005	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-03-28		Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Juteau, Bernard		Buyer Id - Id de l'acheteur 004ra
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-0532 ( )		FAX No. - N° de FAX ( ) -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N°de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Solicitation No. - N° de l'invitation

W8476-120005/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

004raW8476-120005

Buyer ID - Id de l'acheteur

004ra

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W8476-120005

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

Voir document attaché.

# Projet d'équipement intégré du soldat

## Questions et réponses – 13 mars 2013

Q1. Nous proposons que tous les critères d'évaluation soient COTÉS.

**Réponse: Les 9 critères obligatoires qui ont été identifiés par l'autorité des besoins représentent le cœur de la capacité d'un ÉIS et il n'y a aucun plan pour le moment de faire des ajustements additionnels aux besoins de l'ÉPAU.**

Q2. Nous recommandons qu'un débriefing complet sur les résultats des soumissionnaires à l'EPAU soit tenu.

**Réponse: commentaire noté.**

Q3. Nous recommandons de conserver ces 77 exigences et de les évaluer en tant que critères cotés.

**Réponse: commentaire noté.**

Q4. Si la recommandation à la Question 3 (Q3) n'est pas considérée, nous recommandons que la liste de SPT de l'annexe CB, appendice 1, du volume 2, soit mise à jour pour tenir compte des 77 exigences obligatoires supprimées du volume 1.

**Réponse: S.V.P. référez à la réponse de la question 2**

Q5. Nous recommandons à l'État de n'envisager d'établir la DP que lorsque les fonds pour l'ensemble du contrat d'acquisition auront été alloués au lieu de limiter le budget aux sommes nécessaires au démarrage du programme et de s'en servir comme plafond pour l'évaluation des soumissions concurrentielles.

**Réponse: Comme expliqué lors de la journée pour l'industrie tenue le 5 mars 2013, le nombre d'exigences de la SPT évaluées à la fermeture de la sollicitation a été réduit cependant toutes les exigences de la SPT originale, à l'exception d'une (cordon cervical et serre-tête pour l'afficheur audio), font toujours partie intégrante du A-ÉIS contrat subséquent. Toutes les exigences de la SPT dans le volume 2 (A-ÉIS contrat subséquent) seront confirmées durant la phase de qualification du système en accord avec les critères de vérification assignés.**

Q6. Toutes les exigences des ÉPAU devraient reposer sur des mesures objectives et quantifiables (c.-à-d. des mesures pouvant être observées, décrites et évaluées) permettant de valider les cotes subjectives accordées par les soldats. S'il n'est pas possible d'établir des mesures objectives avant la date de publication de la DP, alors des mesures objectives devraient à tout le moins être élaborées pour les exigences des ÉPAU qui demeureront obligatoires

**Réponse : Il y a plusieurs aspects reliés à l'intégration des systèmes humains pour lesquelles des méthodes de mesure objective des facteurs humains n'ont pas été développées et validées afin de d'obtenir une prédiction fiable des résultats d'acceptation par l'usagé. Des mesures objectives comme le temps ou le nombre d'erreur pour compléter une tâche n'indique pas la performance, l'acceptabilité ou la convivialité d'un système. Le S-ÉIS est un système complexe et très varié qui ne peut-être évalué par une série de tests psychomoteurs individuels. Dans les faits, ce type de test fourni plus d'information sur la motricité et la capacité cognitive des soldats plutôt que sur les capacités des systèmes. L'évaluation de l'ÉPAU est conduite par des professionnels d'armes qui, par le fait même, comprennent les besoins requis pour compléter les tâches reliées à l'infanterie.**

Q7. On devrait reformuler les exigences pour qu'elles comportent des mesures plus objectives. Par exemple, on pourrait remplacer « l'EÉIS-S doit être accepté par les soldats [...] » par une exigence obligatoire qui pourrait être formulée comme ceci : « Le soldat doit être capable d'entrer un message textuel normal (à fournir) en "x" secondes et comptant moins de "x" erreurs. »

**Réponse: Une approche plus holistique des mesures objectives pour le S-ÉIS devrait plutôt répondre aux questions suivantes :**

- **Est-ce qu'une section d'infanterie est plus efficace à identifier et neutraliser l'ennemie en utilisant un ÉIS?**
- **Est-ce qu'une section d'infanterie est plus précise/rapide à se rendre à sa destination en utilisant un ÉIS?**
- **Est-ce qu'une section d'infanterie est plus efficace à compléter sa mission en utilisant un ÉIS?**

**Le MDN est définitivement intéressée à poursuivre cette recherche afin que les évaluations de soumission similaires futures puissent bénéficier de ce type de vérification. Cependant, il est à noter que ces types de mesures objectives seront toujours complémentaires à une évaluation d'acceptation par l'usagé.**

Q8. On devrait revoir la méthode de notation ou soumettre à une analyse statistique les résultats pour éliminer les effets de BIAIS DE L'ÉVALUATEUR (tendance qu'a un évaluateur d'attribuer des cotes plus élevées ou plus basses que les autres évaluateurs) et de DISTRIBUTION DES ÉVALUATEURS (distribution de l'ensemble des cotes attribuées par un évaluateur différente de celle de tous les autres évaluateurs regroupés). Voici nos suggestions concernant la méthode de notation ou la conduite de l'analyse statistique :

- a) ne noter que les exigences cotées à la fin de chaque bloc d'évaluation. Ne noter les exigences obligatoires qu'une fois, soit à la fin du bloc d'évaluation finale, en classant en ordre les systèmes évalués à l'aide de l'échelle de Likert;
- b) déterminer si les données (soit les cotes établies par l'ensemble des soldats) se présentent suivant une courbe normale ou sont désaxées vers la gauche ou vers la droite. Normaliser les données au besoin ou encore analyser les données à l'aide de méthodes non paramétriques. Encore une fois, l'industrie prêterait volontiers main forte à l'État dans le choix d'une méthode d'analyse acceptable;

- c) pour chaque question, déterminer si les données présentent des valeurs aberrantes. Le cas échéant, supprimer ces données. Ensuite, effectuer un simple examen de la distribution comme celui qui avait été fait dans le cadre du premier appel à la concurrence pour le PEIS.

**Réponse: Pour l'ÉPAU, toutes les données recueillies par les soldats évaluateurs seront admissibles afin d'assurer qu'une soumission ne sera pas disqualifiée à cause de l'utilisation d'une méthode statistique de traitement des valeurs aberrantes possibles.**

Q9. On devrait s'assurer que les soldats remplissent les questionnaires chacun pour soi. On devrait également prendre d'autres mesures pour s'assurer que la structure de commandement ne transparaisse pas dans les résultats du questionnaire.

**Réponse: En effet, les soldats doivent remplir les questionnaires d'évaluation chacun pour soi, de façon équitable, individuelle et exempte de l'influence des paires et des supérieurs du groupe d'essai.**

Q10. On devrait veiller à ce que tous les soldats exécutent toutes les tâches plutôt que de respecter la répartition habituelle des tâches de la section. Il se pourrait que les tâches de l'EPAU 2012 aient été exécutées principalement par le commandant de section.

**Réponse: Dans la plupart des cas, c'est la démarche empruntée tout au long de l'EPAU. Toutefois, dans une section de carabiniers, il existe des rôles et des tâches précis pour lesquels toutes les fonctions de l'EIS pourront être ou ne pas être employées dans une situation donnée. C'est particulièrement le cas dans le cadre d'un scénario et d'une activité articulés autour d'une opération ou d'une mission.**

Q11: Élaborer un plan coordonné (parmi les différents soumissionnaires) pour la formation de trois jours dirigée par les soumissionnaires de sorte que ces derniers puissent offrir la formation sur la navigation, la planification, la désignation et le transfert de cible, etc., sans être forcés d'effectuer le travail de reconnaissance approfondi que nécessiterait la préparation de cette formation.

**Réponse: Le QG de l'ÉPAU contrôlera et gérera les ressources et le terrain en vue de fournir de l'espace pour que chaque soumissionnaire puisse exécuter de l'entraînement à l'extérieur. Les soumissionnaires doivent s'attendre à ce que, dans le cadre de l'ÉPAU, leurs compétiteurs voient leur système P(soumission). Néanmoins, un contrôle total sur l'équipement en tout temps de même que la surveillance des fréquences radios utilisées pendant l'ÉPAU seront effectués.**

Q12. Lorsqu'une demande de soumissions est annulée parce qu'aucune soumission conforme n'a été déposée, le Canada peut restreindre l'appel d'offres aux soumissionnaires initiaux. Toutefois, le Canada propose un appel d'offres ouvert. L'entrée en scène de nouveaux soumissionnaires risque de prolonger de façon

importante le cycle d'approvisionnement. *Puisque* cette nouvelle demande de soumissions s'inscrit dans la foulée de la précédente et que, par conséquent, le Canada a reçu des manifestations d'intérêt de la part d'au moins *cinq* entreprises de renom, pourquoi le Canada lance-t-il un nouveau processus d'appel d'offres ouvert qui pourrait entraîner d'autres retards?

**Réponse: Le Canada a décidé de modifier la DDP et d'avoir un processus d'appel d'offre ouvert pour augmenter la compétition et les chances d'obtenir la meilleure valeur pour le Canada.**

Q13. Veuillez expliquer pourquoi le ministère de la Défense nationale (MDN) a besoin de demander l'approbation du Conseil du Trésor (CT) avant d'attribuer le contrat de production du PEIS (phase B) et pourquoi cette approbation ne peut être accordée avant que la demande de proposition soit publiée de nouveau? Quels critères le MDN doit-il remplir pour obtenir l'approbation du CT? En supposant que tous les critères seront satisfaits, l'approbation sera-t-elle accordée automatiquement ou s'il subsistera des risques concernant le financement?

**Réponse : Le niveau de l'autorité d'approbation pour ce projet est le conseil du trésor. L'identité du soumissionnaire gagnant et le coût du projet doivent être connus du CT pour que le projet soit approuvé. Quoique l'approbation du CT ne soit pas garantie, comme mentionné dans la réponse à Q3, le risque d'un refus est faible.**

Q14. Volume 1, article 1.2.2. – L'approche d'approvisionnement consiste en partie à diviser le PEIS en deux (2) phases, soit une phase de qualification et une phase d'acquisition et de production. Si l'entrepreneur retenu ne satisfait pas aux exigences de la phase de qualification, alors le Canada se réserve le droit de résilier le contrat et d'attribuer ce dernier au soumissionnaire « classé au rang suivant ». Veuillez confirmer que le soumissionnaire « classé au rang suivant » *aura d'abord dû* déposer une soumission conforme. De plus, compte tenu des résultats de la première demande de soumissions du PEIS, pourquoi le Canada croit-il qu'il y aura deux (2) soumissionnaires qualifiés *étant donné* que l'approche d'approvisionnement du PEIS est demeurée presque identique? Qu'advient-il s'il n'y a pas de deuxième soumissionnaire conforme et, plus précisément, le Canada pourra-t-il faire approuver l'attribution d'un contrat pour le PEIS si aucune autre entreprise ne s'est qualifiée?

**Réponse: Nous confirmons que la 'soumission classée au rang suivant' doit être une soumission d'abord déclarée recevable. Le Canada ne présume rien sur le nombre de propositions recevables. Quoiqu'il en soit, la DDP a été simplifiée et le nombre de critères obligatoires diminués pour augmenter le nombre de propositions recevables. Dans le cas où il n'y a pas de deuxième proposition recevable, le processus serait annulé et le Canada déciderait des prochaines étapes concernant le processus d'approvisionnement.**

Q15. Volume 1, partie 1.1.b) et c), « Introduction ». – Nous sommes en désaccord avec les deux méthodes décrites, puisqu'elles ne mettent pas les soumissionnaires sur un

même pied d'égalité. Plutôt que de se réserver le droit de réévaluer les cas de non-conformité sans gravité aux exigences obligatoires après le dépôt des soumissions, pourquoi le Canada ne définit-il pas ces critères dès le départ et ne conjugue-t-il pas le verbe devoir au présent (doit, doivent) plutôt qu'au conditionnel (devrait, devraient) dans le document de soumission?

**Réponse: Commentaires notés.**

Q16. Volume 1, article 6.4, « Exigences en matière d'assurance ». – On peut difficilement obtenir une lettre d'une compagnie ou d'un courtier d'assurances stipulant qu'il assurera le soumissionnaire s'il obtient le contrat sans aucune réserve. Si la lettre comporte des réserves, alors le soumissionnaire risque de voir sa soumission jugée non conforme. Au lieu de placer les soumissionnaires dans cette position, le Canada pourrait-il ne plus exiger de lettre d'assurances et demander plutôt que les vrais certificats d'assurances soient soumis au Canada comme condition préalable à l'attribution du contrat?

**Réponse: Commentaires notés.**

Q17. Appendice 4, annexe CC, volume 1. – Le nombre de SAUP obligatoires a diminué et est passé de 33 à 9. Nous constatons également que la méthode de notation de l'EPAU n'a pas changé par rapport à celle de la demande de soumissions initiale sauf en ce qui a trait au niveau d'acceptation obligatoire minimal, qui a diminué pour passer de 80 % à 75 % pour l'ensemble des 9 SAUP obligatoires. Puisque qu'aucun soumissionnaire n'a satisfait à ce niveau d'acceptation au moment de la première demande de soumissions ni bénéficié d'une rétroaction concernant la notation dans le cadre d'un débriefing détaillé, comment les soumissionnaires sont-ils censés mieux se préparer pour l'EPAU de la deuxième demande de soumissions s'ils n'ont aucune idée des correctifs qu'ils doivent apporter pour remédier aux erreurs commises la première fois?

**Réponse: Voir Q1.**

Q18. Appendice 1, annexe CE, volume 1. – Aux fins de planification et d'établissement du calendrier du projet, les soumissionnaires doivent supposer que le contrat débutera le 1<sup>er</sup> octobre 2014. Le Canada peut-il confirmer qu'un contrat sera effectivement attribué? De même, le Canada modifiera-t-il la date fixée aux fins de planification à l'appendice 1 de l'annexe CE du volume 1?

**Réponse: L'attribution du contrat est prévue pour décembre 2014. Les changements appropriés seront effectués à la DDP.**

Q19. Gabarit 6, alinéa 8.5, appendice 1, annexe CF, volume 1; annexe AB, volume 2 (feuilles de présentation des soumissions financières de l'A-EIS; partie 1, annexe AB, volume 3 (feuilles de présentation des soumissions financières du SOSA-EIS). – Si l'on se fie à la logique derrière les champs de données qui se trouvent dans les références, il semble que la meilleure solution dans le domaine énergétique rechargeable qu'un

soumissionnaire puisse offrir au moment de la demande de soumissions soit une solution dans laquelle un seul ensemble de batteries rechargeables fournit assez d'énergie pour l'EIS-S pour répondre aux besoins d'une journée type de 24 heures du combattant. Ces données n'ont pas changé depuis la demande de soumissions initiale. Pourtant, la technologie des piles rechargeables a continué d'évoluer rapidement. Dans quelle mesure le Canada avantagerait-il un soumissionnaire proposant une solution dans le domaine énergétique rechargeable dans laquelle un seul ensemble de batteries rechargeables fournirait assez d'énergie pour soutenir un EIS-S pendant bien au-delà d'une journée type de 24 heures du combattant?

**Réponse: Des options seront examinées pour identifier une façon de récompenser les soumissionnaires qui offrent des capacités en énergie autonomes de plus de 24 heures.**

Q20. Le Canada peut-il expliquer pourquoi les exigences obligatoires des SPT ont été supprimées? Citons par exemple la SPT-5176, la SPT-5179 et la SPT-2167. Si le Canada estime que certains soumissionnaires pourraient éprouver de la difficulté à se conformer à ces exigences, ne serait-il pas plus avantageux, sur le plan opérationnel, d'en faire des exigences cotées au lieu de les supprimer? Compte tenu de la vitesse à laquelle évolue la technologie, l'approche actuelle présente un risque pour le Canada, puisque celui-ci pourrait ne pas obtenir l'EIS-S le plus avantageux qui se trouve sur le marché actuellement.

**Réponse: Voir la réponse à la question trois.**

Q21. Alinéa 5.2, pièce 2, appendice 2, annexe CB, volume 1. – On constate que, dans le déroulement du protocole de l'EPAU, l'étape 1 correspond à l'évaluation du caractère intuitif. On remarque également que cette évaluation précède le banc de formation dirigé par les soumissionnaires. Tous les EIS-S proposés par les soumissionnaires comportent des substances dangereuses et des risques et doivent être manipulés ou portés avec précaution. L'alinéa 23 de la publication B-GL-300-008/FP-001, *L'instruction de l'Armée de terre du Canada*, stipule clairement que « L'ensemble de l'instruction doit être réalisé de façon à assurer la sécurité des participants. Même l'instruction en classe, qui peut sembler inoffensive, peut présenter des risques lorsque l'on utilise des munitions ou des matières dangereuses. » C'est pourquoi il est nécessaire d'appliquer rigoureusement les règlements de sécurité prescrits dans la publication B-GL-381-001/TS-000, *Sécurité à l'entraînement*, ainsi que les politiques locales en matière de sécurité. En permettant aux soldats de manœuvrer l'EIS-S sans d'abord passer par le banc de formation dirigé par les soumissionnaires, où les mesures appropriées de sécurité et de manutention de l'EIS-S leur seront enseignées, le Canada s'expose à ces risques. Le Canada révisera-t-il le déroulement du protocole pour permettre aux soldats de suivre une partie de la formation dirigée par les soumissionnaires avant de procéder à l'évaluation du caractère intuitif?

**Réponse: Suite aux commentaires reçus de l'industrie concernant le banc d'essai sur l'intuitivité, le MDN permettra aux soumissionnaires d'introduire leur système P(soumission) avant même que toute action d'évaluation prenne place. Par conséquent, le banc d'essai initial sur l'intuitivité a été supprimé. Les fonctions énumérées dans le banc d'essai sur l'intuitivité initial seront utilisées pour valider**



**l'entraînement donné par le soumissionnaire et pour évaluer la capacité des soldats évaluateurs d'interagir avec le système P(soumission) lors du banc d'essai #18.**

Q22: Soutien optimisé des systèmes d'armes (SOSA), sous-contrat type, volume 3, article 2.2. – Les logiciels SGC et PES-S doivent être accessibles au moment du dépôt des soumissions. Il s'agit-là d'une exigence obligatoire établie par le Canada. En conséquence, l'équipement du PEIS livré comportera des logiciels intégrés. Toutefois, en vertu de la clause 400202 (2008-05-12), « Champ d'application de la partie I », « La présente partie est applicable seulement si le contrat exige que l'entrepreneur crée un ou des logiciels personnalisés ou perfectionne une conception technique existante pour un ou des logiciels personnalisés. » Veuillez confirmer que les logiciels SGC et PES-S ne constituent pas des « logiciels personnalisés ».

**Réponse: Les logiciels SGC et PES-S fournis avec la soumission ne sont pas considérés comme des « logiciels personnalisés ».**

Q23: Volume 2, article 2.2.1.4, concernant l'article 16 de la clause 4003. Le Canada peut-il indiquer combien de temps l'entente avec un dépositaire légal doit être maintenue?

**Réponse: à déterminer.**

Q24: Volume 1, article 5.1.3, concernant l'attestation de logiciel ouvert

Références :

- a) 2030 27 (2008-05-12), « Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances »
- b) 4003 13 (2008-05-12), « Droit d'accorder une licence »
- c) 4006 05 (2008-05-12), « Droits de l'entrepreneur d'accorder des licences »

Les conditions ci-dessus relatives aux logiciels (références b et c) exigent de l'entrepreneur qu'il garantisse qu'il a le droit d'accorder des licences d'utilisation de logiciels au Canada. De plus, l'entrepreneur doit également convenir d'indemniser le Canada pour toute atteinte aux droits de propriété intellectuelle, y compris pour tous dommages et frais juridiques engagés dans sa défense (référence a). Chaque soumissionnaire doit, dans sa soumission, accepter ces conditions. Puisque la question est amplement abordée dans ces conditions, le Canada peut-il supprimer l'exigence concernant la fourniture d'un certificat de logiciel ouvert?

**Réponse: Commentaire noté.**

Q25: Volume 2, « Base de paiement », article 6.1. – Dans la demande de soumissions précédente, le Canada n'avait pas intégré les codes de la base de paiement dans les feuilles de présentation des soumissions financières. Ce changement avait créé une certaine confusion dans les renvois des clauses de la base de paiement des articles 6.1.1, 6.1.2 et 6.1.3 du volume 2 aux feuilles de présentation des soumissions

financières pertinentes. Les soumissionnaires doivent savoir précisément ce qui doit faire l'objet d'un « prix ferme », d'un prix « plafond » ou d'une « limitation des dépenses ». Le Canada pourrait-il insérer les codes financiers dans les feuilles de présentation des soumissions financières jointes à la demande de soumissions?

**Réponse: Oui, le Canada va insérer les codes financiers.**

Q26 : Comment pouvez-vous nous réassurer que les soldats évaluateurs de l'ÉPAU ont une compréhension concrète du terme "Limite" dans le contexte de l'échelle de Likert?

**Réponse : Les soldats évaluateurs, dans le contexte de l'ÉPAU, auront à leur disposition (par l'entremise de l'échelle de Likert) sept échelons d'ancrage dont le point neutre est "Limite" qui signifie que le répondant est ni en accord ni en désaccord.**

**Les échelons d'ancrage utilisés par le PÉIS ont été développés avec la participation de soldats de l'armée américaine (une population pertinente pour cette évaluation) et raffinés de façon à ce que l'écart-type entre les mots clés pour chaque échelon soit aussi près que possible l'un de l'autre (Dyer et al., 1974 et 1976, tel que cité par Meister, 1985). L'ensemble spécifique des échelons choisis ont été tirés du groupe numéro un du tableau 10.5 de Meister, 1985).**

**Durant la semaine précédant l'ÉPAU, les soldats évaluateurs participeront à un exercice de référence. L'objectif de cette "référence" est de permettre aux soldats évaluateurs suffisamment temps pour comprendre les questionnaires; l'échelle de Likert et l'ensemble des bancs d'essais utilisés lors de l'ÉPAU. Le point culminant de la semaine de référence consiste à avoir tous les soldats évaluateurs franchir les bancs d'essais de l'ÉPAU en utilisant l'équipement en service et système et de substitution (Garmin Rino). Ce processus servira à formuler la ligne de référence à partir de laquelle tous les systèmes P(soumissions) seront évalués.**

Q27 : Est-ce que le MDN considèrera l'utilisation de fonctions statistiques afin de normaliser ou d'ajuster les résultats de l'ÉPAU?

**Réponse : Les réponses fournies par les soldats évaluateurs sont représentatives de l'ensemble de la population de l'infanterie et par conséquent demeurent valables telles que soumises. Advenant que le MDN devait normaliser ou ajuster les résultats comme demandé, certains soumissionnaires pourrait par conséquence en bénéficier (augmentation des notes) par contre d'autres pourraient en souffrir (baisse des notes). Toutes les réponses fournies par les soldats évaluateurs compteront donc afin d'assurer qu'aucune soumission soit disqualifiée à cause de l'utilisation d'une méthode statistique quelconque.**

Q28 : Méthodologies d'évaluation : Option 1 et option 2

Option 1 – Nous ne sommes pas favorables à l'option 1 pour la simple raison que cette approche ne permet que de corriger des items peu significatifs. C'est notre opinion que

de permettre à un soumissionnaire de corriger de l'information qui change l'état de sa soumission de non recevable à recevable est significatif. Cette approche pourrait ne pas rencontrer les objectifs du Canada de faire corriger des omissions ou erreurs mineures qui affectent la recevabilité d'une proposition. De plus, sans un processus défini (comme l'option 2) trop de subjectivité peu se glisser dans le processus d'évaluation et créer une situation de partialité réelle ou perçue.

Option 2 – Nous favorisons l'option 2 mais avec des changements suivants :

- i) On doit clarifier quel aspect de la proposition d'un soumissionnaire peut-être assujéti à ce processus en deux étapes;
- ii) Les soumissionnaires n'ont que 3 jours pour répondre à la lettre de non conformité en présumant que la période pour répondre à la lettre ne peut être allongée que si les autres soumissionnaires acceptent. Nous croyons que la période de 3 jours est suffisante puisque l'intention est de permettre aux soumissionnaires de corriger des erreurs et non pas de réécrire leurs propositions. Trois jours devraient être suffisant pour corriger des items non conformes mineurs.

**Réponse : Nous en prenons note.**

Q29: Le processus d'acheminement, diapositive 14 de la conférence de l'industrie montre une décision après 'calcul du coût par point'. Nous recommandons qu'elle soit suivie de 'plus bas coût par point gagne' avant le block 'Égalité identifié'. Pour des clarifications sur cette demande, et en incorporant la méthode d'évaluation en deux étapes, nous avons en annexe une version modifiée du processus d'acheminement décrivant nos recommandations.

**Réponse: Commentaires notés.**

Q30. Le calendrier de la diapositive 64 de la journée de l'industrie ne montre pas le délai entre la qualification et le début de la production des 1 600 premier systèmes tel que dit durant la journée de l'industrie.

Aussi mentionnée au cours de la journée de l'industrie était le fait que le Canada ne suive pas un processus parallèle (comme avec la sollicitation du PÉIS précédent) pour obtenir l'approbation simultanée de la qualification et de la production initiale. Ce qui laisse croire qu'il n'y a pas d'assurance que la phase de production aura lieu après la phase de qualification. Cette situation rend difficile l'approbation, par les hauts gestionnaires de l'industrie, des investissements nécessaires à la préparation d'une proposition. Veuillez confirmer que notre interprétation est correcte, c'est-à-dire que seul la qualification est présentement approuvée. Nous recommanderions que l'achat initial des 1 600 systèmes soit garanti pour éliminer le délai entre la qualification et le début de la production qui aura pour conséquences la perte de main-d'œuvre qualifiés et des délais de livraisons supplémentaires.

**Réponse: Les fonds sont autorisés pour la phase de qualification. Cependant, l'approbation du contrat par le Conseil du Trésor ne peut-être obtenu qu'une fois le soumissionnaire gagnante sélectionnée. Veuillez-voir Q5 pour plus de détails.**

Q31. Processus d'évaluation financière

La journée de l'industrie nous a informer que la conférence des soumissionnaires inclura un exposé comment remplir les feuilles de présentations des soumissions financières. Il est recommandé que la DDP incluse une explication sur comment la proposition financière sera évaluée et cotée.

**Réponse : La proposition financière sera évaluée comme décrit au volume 1 annexe AE Calcul du Coût par point. La proposition financière n'a pas de critère cotées.**

Q32. Séance de compte rendu du soumissionnaire (soumissionne de nouveaux, ou pas ?)

Nous demandons que les soumissionnaires du premier processus de demande de proposition aient une séance de compte rendu puisque l'information est nécessaire pour permettre à l'industrie de voir à quel point les exigences ont changé et permettre de justifier les investissements nécessaires à la soumission de nouveaux d'une proposition. Nous avons besoins de comprendre pourquoi nous n'avons pas rencontré les exigences obligatoires pour pouvoir décider de soumissionné de nouveaux. Le précédent existe ou la TPSGC et le MND ont donné une séance de compte rendu aux soumissionnaires avant qu'un processus de soumission soit réenclencher. Les lettres déjà envoyées aux soumissionnaires, fournissant la liste des critères obligatoires non rencontrés, sont considérées comme inadéquates et n'on pu permettre de comprendre les constatations du Canada.

**Réponse: Nous en prenons en note.**

Q33. Nous avons examiné les deux options présentées dans l'introduction au paragraphe 1.1 et souhaitons vous informer que nous appuyons l'idée de l'approche des trois étapes sous l'item c) OPTION 2 - Méthodologie d'évaluation. Nous croyons que cette approche donnerait au Canada une plus grande flexibilité dans la conduite des évaluations des propositions, ce qui ultimement augmenterait les chances de recevoir des propositions valides et d'avoir des processus d'approvisionnement réaliser avec succès.

**Réponse: Commentaires sont notés**

Q34. Nous suggérons que le score obtenu par la compagnie lors de l'ÉPAU fasse partie / soit inclusif à l'évaluation totale du coût par point. Également, appliquer un facteur multiplicatif de X au score de l'ÉPAU afin de représenter l'importance de l'ÉPAU dans l'ensemble du système de gradation.

**Réponse:** L'ÉPAU est déjà un facteur majeur dans le processus de sélection par son statut obligatoire. Également, la partie de la méthode de sélection « 20% du plus haut résultat obtenu à l'ÉPAU » est un outil puissant qui rehausse le profil et l'importance attribuée au résultat de l'ÉPAU.

Q35 : Nous appuyons l'idée des deux options. Ces options fourniraient aux personnels de la TPSGC une flexibilité additionnelle dans leurs capacités a demandé des clarifications aux soumissionnaires sans avoir a déclaré leurs propositions non recevables sans raisons. Nous croyons que l'autorité contractante de la TPSGC, en tant que professionnel des approvisionnements, devrait avoir la latitude d'exercer son bon jugement sur ce sujet tout en maintenant un processus juste pour tous les compétiteurs.

**Réponse: Commentaires sont notés**

Q36 : P soumission (Radio)

La radio qui fait partie de l'Équipement intégré du soldat – Suite (ÉIS-S) est un élément clé de l'ÉIS-S pour son utilisation dans un contexte d'opérations adaptables et dispersées (OAD). On recommande que la PÉIS inclue encore plus d'évaluations pratiques pour la radio de l'ÉIS-S pendant le processus d'évaluation des soumissions afin de confirmer les déclarations faites par les vendeurs sur diverses exigences techniques. Cela réduira les risques pendant la phase de qualification du système, qui fait partie du contrat d'acquisition et qui est d'une durée de neuf mois seulement.

**Réponse :** Le Canada concède que, pendant l'évaluation des soumissions, il y a plusieurs exigences obligatoires qui ne sont pas évaluées et que dans la plupart des cas le Canada demande une description ou une analyse au lieu de l'exécution d'un test ou d'une démonstration comme preuve de conformité. Une approche équilibrée prenant en considération ce qui peut être évalué physiquement au moment d'examiner les soumissions, ce qui sera évalué sur papier seulement et ce qui sera vérifié pendant la phase de qualification du système doit être maintenue étant donné les ressources impliquées dans un tel processus et les attentes élevées sur la qualité des soumissions.